L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 AVRIL 1851.

Imprimée et publiée par G. F. WESSE.
No. 43, rue de Chartres.
Le Journal de l'Etat, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Banque.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 2 AVRIL.

LOIS D'EXIL.

La proposition de M. Créton tendant à l'abrogation des lois de bannissement a été soumise à la prise en délibération de l'Assemblée législative de France. La discussion ouverte avec la franchise d'abord été calme et énergique. M. Créton s'est présenté le premier à la tribune pour soutenir sa proposition; il a déclaré qu'il le repoussait sur un principe antérieur et supérieur à toutes les monarchies et à toutes les républiques, sur la grande règle qui domine toutes les consciences et qui se trouve résumer dans ces termes : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît. Le plus grand honneur que la charte de 1814, selon M. Créton, c'est d'avoir abrogé la confiscation des biens; on y trouve que la proscription des familles a quelque chose de plus odieux encore. La peine de mort en matière politique a été supprimée par le gouvernement provisoire, et c'est la seule qui honore ce gouvernement aux yeux du monde et lui donne éternellement droit à la reconnaissance des peuples. Eh bien ! la proscription est plus lâche et plus coupable aux yeux de la conscience que la mort elle-même. Celle-ci ne punit que les coupables qui peuvent inspirer une juste pitié, mais qui, enfin, ont eu le malheur de conjurer contre les lois de leur pays. M. Créton après avoir déclaré qu'il n'y avait rien de proposition plus véritablement républicaine que la sienne, et qu'elle serait pour la République une page plus glorieuse encore que celle sur laquelle était inscrite l'abolition de la peine de mort, a rappelé très habilement que M. Berryer qui venait de combattre dans les termes l'abrogation des lois d'exil et qui ne fut lui-même pas satisfait de protester de nouveau contre la tribune contre la proposition, avait lui-même présenté en 1831 à la Chambre des Députés une proposition identique. M. Berryer voulait alors effacer pour tous les temps les odieuses de proscription. Il disait : Je veux dans ce les lois de bannissement et de proscription sont une monstruosité, une honte pour la législation, une source de désordres, de corruption, et qu'il n'est pas de gouvernement qui ne soit condamné à les abroger. Et aujourd'hui M. Berryer ne veut pas abroger les lois de bannissement de Louis XVI, et droite bondit, applaudit, et ses applaudissements leurs paroles à l'orateur. Ces applaudissements ont été accueillis par des applaudissements qui se perçoivent encore dans les rangs de la droite.

Il est regrettable cependant qu'il y a un [illegible] M. Berryer [illegible] lucheux. [illegible] ses paroles qui vien[illegible] ses souvenirs, à ce mot, une triple [illegible] M. Thiers et [illegible] Vous n'appartiendrez pas [illegible] M. Thiers, mon [illegible] M. Berryer prétend [illegible] ses antécédents [illegible] ses mots à la discussion. [illegible] combattre émotion et l'indignation [illegible] Ajoutez ! Non ! [illegible] M. Thiers ! M. Piscatory, et [illegible] à la tribune d'un coup pendant [illegible] Royer et M. Gerard l'envahissent de [illegible]

[illegible] historique, de sa voix de tonnerre [illegible] pour la peine à Comment ne [illegible] et le Gouverneur. On ne rien pour, on [illegible] ne [illegible] on gêne est découvert. Ce soleil est [illegible] parlementaire, ce sont leurs prétentions qui sont en présence; c'est M. Piscatory et M. Berryer qui se menacent avec des gestes irrités.

M. de Rover, après une longue attente, obtient enfin l'lumière d'un peu de silence. Le ministre avait dit tantôt que la situation du parti républicain ne permettait pas d'abroger les lois de proscription. Il ne s'attendait pas à ce que ses paroles fussent sitôt et si tristement confirmées par les doctrines de M. Marc Dufraisse, et a son tour il conclut à l'ajournement de la discussion.

M. Jules de Lasteyrie, M. de Girardin, M. Piscatory, veulent répliquer au ministre. Vains efforts! M. Benoît d'Azy fait clore la discussion, et l'assemblée, qu'il ne repoussait l'ajournement à trois mois, décide par assis et levé, au bureau, qu'elle ajourne à six mois cette discussion désormais enterrée.

Le *Journal des Débats* s'est alarmé du discours révolutionnaire de M. Marc Dufraisse, et le lendemain il l'appréciait ainsi :

Il faut remonter aux plus mauvais temps de notre histoire pour trouver quelque chose qui ressemble à l'éloquence de M. Marc Dufraisse. Le langage des Saint-Just, des Couthon et des Collot-d'Herbois peut seul donner une idée de cette qui nous avons entendu. L'orateur n'a pas reculé devant l'apologie froide et raisonnée des actes les plus odieux qui ont marqué le règne sanglant de la Convention et voué à mépris et à l'exécration de la postérité. Le scandale avait dépassé toutes les bornes ; la majorité tout entière, disons plus pour l'honneur de la France, les trois quarts de l'Assemblée frémissaient de colère et de honte.

Quoiqu'il en soit la proposition n'a été mi adoptée ni repoussée; la majorité s'est bornée à ajourner l'affaire à six mois. Et voilà, dit le *Siècle*, comment, grâce aux témérités de langage d'un membre de la Montagne, les familles proscrites ne rentreront pas en France.

Nous publions plus loin toute la dernière partie de la séance du 1er mars. Le discours de M. Marc Dufraisse, et les interpellations de toutes sortes qu'il a soulevées et qui se croisaient au milieu d'un tumulte inexprimable, resteront comme une des pages les plus dramatiques de l'histoire parlementaire de la République française.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Présidence de M. Denis,
Benoist, vice-président.

Séance du 1er mars 1851.

ABOLITION DES LOIS DE PROSCRIPTION.

DISCOURS DE M. MARC DUFRAISSE.

La discussion est ouverte avec la séance. M. Créton, auteur de la proposition, M. Berryer, M. Desmousseaux de Givré, M. de Royer, ministre de la justice et M. Barthélemy Saint-Hilaire, prennent successivement la parole.

M. Marc Dufraisse monte à la tribune.

A droite—La clôture ! à clôture !

A gauche—Parlez ! parlez !

M. le président—La clôture a été demandée. Laissez d'abord consulter l'Assemblée.

La clôture est mise aux voix; elle n'est pas prononcée.

La séance reste suspendue pendant quelques instants.

La séance reste suspendue pendant quelques voix ordinairement silencieuses, je veux croire, par un sentiment patriotique, laveur une voix de commisération, je ne crois justes et utiles. (Mouvement.)

M. Emile de Girardin—Je demande la parole. (Longue agitation.)

M. Marc Dufraisse—Je pense que les lois de bannissement étaient et inutiles au moment où on les a votées; je pense qu'elles sont encore plus et nécessaires aujourd'hui; je pense qu'il est encore très sage de les conserver. (Bruits divers.)

Je veux d'abord vous soumettre quelques réflexions en réunit, elle inspirées par ce cri que M. Berryer : Parlez ! parlez ! Ah ! je ne parlerai que trop ! Ah ! je ne dis pas que ces réflexions soient de nature à vous convaincre, mais je veux du moins vous prouver que je ne suis pas quelle majorité on veut m'imposer, que je ne suis pas [illegible] et que je ne me laisserai pas [illegible] Messieurs, [illegible] ce n'est pas [illegible] Vous [illegible] Vous [illegible] Vous